

Juin 2016

Elections au Pérou : le choix du moindre mal

Pedro Pablo Kuczynski est finalement sorti victorieux des élections présidentielles du 5 juin. Après un combat extrêmement serré, il est parvenu à devancer sa rivale Keiko Fujimori, la fille du dictateur Alberto Fujimori, condamné à 25 ans de prison pour crimes contre l'humanité. Ce résultat, plus qu'un véritable choix, apparaît davantage comme le refus d'un retour au pouvoir du clan Fujimori et des sombres souvenirs qui lui sont rattachés.

Des programmes conservateurs

Le 10 avril, les élections avaient pourtant failli prendre un tour inattendu avec la subite ascension de la franco-péruvienne [Veronika Mendoza](#), visage d'une gauche progressiste et démocratique, tranchant avec une classe politique clientéliste. Son succès aura néanmoins permis l'obtention de 20 sièges au Congrès¹ à son parti *Frente Amplio*, en faisant la 2^{ème} force politique du pays, après *Fuerza Popular*, le parti de Keiko Fujimori.

Mais le Pérou a finalement fait le choix de rester fidèle au modèle néolibéral consolidé par le Président sortant Ollanta Humala, celui d'un pays exportateur de matières premières, eldorado des entreprises étrangères. On retrouve l'origine de ce profil dans les réformes économiques libérales sévères imposées par le gouvernement d'Alberto Fujimori dans les années 90 pour stabiliser une économie victime d'une inflation démesurée. Réduction du rôle de l'État dans l'économie, privatisations, ouverture des frontières, soumission au marché font partie des changements réalisés à l'époque qui continuent de marquer l'économie péruvienne aujourd'hui. Notons que si ces derniers ont permis au Pérou de réintégrer le champ de l'économie mondiale, ils n'ont en rien diminué les inégalités dans le pays.

Les années Fujimori, c'est aussi le souvenir de la victoire contre la guérilla du Sentier Lumineux au prix de l'assassinat de milliers d'innocents. En accordant à l'état-major

militaire le pouvoir d'arrêter les personnes suspectées de terrorisme, Fujimori a ouvert la voie à de nombreux débordements. Au total, le conflit a fait 70 000 victimes dont plus de 15 000 disparus. Les recommandations et réparations établies par la Commission Vérité et Réconciliation suite au conflit restent encore pour la plupart lettre morte.

C'est ce mépris de la démocratie et de l'État de droit qui a conduit à la défaite de Keiko le 5 juin. Craignant que sa victoire n'ouvre la voie à l'amnistie des fujimoristes condamnés pour crimes et corruption, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues armés du slogan « Keiko no va ». Ils ont vivement milité contre le retour de l'État autoritaire qu'elle représentait. Le mot-clé de son programme était en effet l'ordre à travers la réhabilitation de sujets comme la peine de mort, l'utilisation de l'armée en soutien à la police et la possibilité controversée pour la police de travailler 24h/24h. Cependant, malgré sa défaite, *Fuerza Popular* a obtenu la majorité au Congrès (71 sièges sur 130), annonçant déjà de vives négociations pour le nouveau Président.

Pedro Pablo Kuczynski, candidat du parti de centre droit *Peruanos por el Cambio* devient président du Pérou à 77 ans à quelques dizaines de milliers de voix d'écart. Durant la campagne, il a dû se battre pour s'éloigner de son image de lobbyiste à la faveur des entreprises et convaincre de son souci du citoyen. Kuczynski s'est présenté comme un rempart au retour du fujimorisme. Il a su convaincre qu'il était l'alternative démocratique à la corruption et [aux scandales de narcotrafic](#) impliquant l'entourage de Keiko. Rappelons que le secrétaire général du parti *Fuerza Popular*, Joaquin Ramirez fait l'objet d'une enquête pour blanchiment

¹ Le Congrès péruvien est l'organe qui exerce le pouvoir législatif. Il se compose d'une chambre unique de 120 députés.

d'argent provenant de supposés trafics illicites de drogues.

PPK est davantage un candidat élu par défaut que pour ses mérites. Dans le fond, ses propositions ne différaient pas tant de celles de Keiko. Par opposition, son programme a mis l'accent sur la démocratie et la transparence. Il s'est engagé à redynamiser les services publics et à enclencher une révolution sociale permettant à tous d'avoir l'accès à l'eau, au gaz et à l'électricité. **Les citoyens seront dès lors attentifs à tout acte du nouveau président qui ira à l'encontre des principes démocratiques qu'il a tant mis en avant.**

Bien que Kuczynski n'ait cessé de vanter sa probité, les candidats ont été tous deux cités dans l'affaire des « Panama Papers ». Dans le quartier de San Isidro à Lima se situe l'une des firmes juridiques les plus polémiques du monde : le Groupe Mossack Fonseca, un bureau expert dans la création de compagnies offshore dans n'importe quel paradis fiscal du monde. Keiko a perçu des financements de campagnes de la part de titulaires ou mandataires de sociétés offshore dans différents pays du monde. Et PPK a signé une lettre de recommandation pour un ami ex-banquier qui s'en est servi pour ouvrir une société au Panama.

Peu de préoccupations pour les droits humains

Face à ces candidatures, la société civile péruvienne a manifesté à plusieurs reprises son inquiétude. Selon elle, s'il était certain que les deux partis avaient des propositions similaires, et ne modifieraient pas la politique économique dominante dans le pays, Keiko avait fait un pas trop loin en affirmant que le gouvernement de son père était le meilleur qu'ait connu le Pérou, et ce malgré les évidentes atteintes aux droits de l'homme et à la démocratie. La société a donc appelé à un vote d'opposition à Keiko.

Durant la campagne, les questions qui concernent les droits humains ont bénéficié d'une place toute relative dans les discours des candidats. Quand on sait que plus de 200 conflits sociaux agitent le Pérou depuis plusieurs années, principalement autour de problèmes socio-environnementaux, il est regrettable que PPK, tout comme Keiko, ait si peu évoqué les stratégies à mettre en place pour apaiser les conflits.

La gestion des conflits sociaux par le gouvernement d'Ollanta Humala a été décevante. Il a le plus souvent choisi la voie répressive et non celle du dialogue. 89 personnes sont mortes dans des conflits sociaux durant son mandat et rares sont les victimes qui ont obtenu des réparations. Si un Bureau National du Dialogue et de la Soutenabilité (ONDS) a été créé en 2012 dans le but de coordonner les processus de dialogue entre les acteurs sociaux, privés et publics dans le cadre de conflits, ses résultats sont peu concluants. Par exemple, dans la province de Cotabambas dans la région de Cusco, les ateliers de dialogue installés autour du projet minier Las Bambas sont fragiles. La population, inquiète des impacts du récent mégaprojet, a dû crier fort pour se faire entendre et obtenir une réponse. La plupart du temps, les représentants de l'État ne se présentent pas aux ateliers auxquels ils se sont engagés à participer. La population est déçue, se sent méprisée et se dit prête à reprendre des actions fortes s'il le faut.

Pour que les conflits s'apaisent, l'accès à l'information pour les communautés et la transparence dans les projets extractifs autour des bénéfices et de l'utilisation de l'argent issus de ce secteur sont essentiels. En ce sens, la société civile exige que les engagements internationaux relatifs à la transparence dans le secteur extractif soient maintenus. Le Pérou est en effet membre de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives² (ITIE) depuis 2005. Il est reconnu comme pays conforme aux critères de l'ITIE mais des progrès restent à faire pour une plus

² Voir à ce sujet l'analyse de Justice et Paix, « De la transparence dans les industries extractives », <http://www.justicepaix.be/De-la-transparence-dans-les-industries-extractives>

juste redistribution de la rente extractive à travers une plus grande participation citoyenne. De cela aussi, PPK a peu parlé.

A l'inverse du président actuel, PPK va-t-il s'orienter vers plus de dialogue et de prise en compte des populations locales et de leurs choix ? Vers une réelle application de la consultation préalable votée en 2011 ? Vers des réparations de leur environnement et de leur santé dégradés par les projets extractifs ? Telles sont les demandes restées sans réponse de nombreuses [organisations sociales](#).

A nouveau, l'issue de ces élections n'augure pas un avenir plus serein pour une large frange de la population péruvienne. Aux yeux de *Justice et Paix*, Pedro Pablo Kuczynski ne semble pas donner priorité à la lutte contre les problèmes majeurs du pays tels que les inégalités sociales, la dégradation de l'environnement et les conflits sociaux, mais bien à l'approfondissement d'une politique

productiviste peu diversifiée. Nous espérons cependant que le nouveau président adoptera une attitude ouverte au dialogue avec la société civile qui défend les communautés affectées par les projets extractifs. Qu'il privilégiera les droits des populations aux pressions des entreprises multinationales. Qu'il appliquera des choix politiques fondés sur une vision à long terme, de préservation de l'environnement et de diversification de l'économie.

Auteur :
Géraldine Duquenne